



Série de dialogues régionaux entre membres du Mouvement SUN : La crise alimentaire et nutritionnelle mondiale

RÉGION : Amérique latine et Caraïbes

Désormais, les 65 pays membres du **Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN)** œuvrent de concert avec quatre États indiens, plus de 4 000 organisations de la société civile, plus de 1 400 entreprises, 16 organismes des Nations Unies et le réseau de donateurs SUN pour se mobiliser au sein d'un mouvement unique en réponse à la crise alimentaire et nutritionnelle mondiale.

Dans le cadre de cette réponse multisectorielle et multi-acteurs menée par les pays, le Mouvement SUN a organisé les 5 et 6 juillet 2022 une série de quatre dialogues régionaux avec les points focaux politiques et techniques des pays membres du Mouvement SUN et leurs équipes. Les objectifs étaient les suivants :

- Mettre en évidence les effets actuels et anticipés de la crise sur les interventions alimentaires et nutritionnelles au niveau des pays.
- Comprendre comment les membres et les parties prenantes du Mouvement SUN garantissent l'intégration de l'alimentation et de la nutrition dans les mécanismes de planification et de coordination de la réponse et de la préparation au niveau national.
- Recenser les difficultés rencontrées par les pays en matière de lutte contre la crise alimentaire et nutritionnelle aux niveaux national et infranational.
- Partager les solutions mises en place par les pays à court et à long terme en vue de résoudre les difficultés identifiées, y compris en investissant dans les systèmes alimentaires nationaux.
- Souligner les lacunes potentielles qui requièrent un soutien et une action au niveau mondial.

Les régions concernées étaient les suivantes : Afrique anglophone, Afrique francophone, Amérique latine et Caraïbes, Asie. Cette note d'information présente les résultats du dialogue régional Amérique latine et Caraïbes. Six pays ont participé à ce dialogue régional : Costa Rica, Équateur, Guatemala, Honduras, Pérou et Salvador.

Analyse de la situation régionale

Tous les pays de la région Amérique latine et Caraïbes membres du Mouvement SUN signalent une hausse des coûts des combustibles de cuisson et des carburants de transport. Ils indiquent également une augmentation du coût des engrais, ainsi qu'une moindre disponibilité de ces derniers dans beaucoup de pays.

Cette situation entraîne une baisse de la production alimentaire, une augmentation du coût des denrées alimentaires et une hausse du coût du panier alimentaire de base pour les familles (céréales, huiles de cuisson, etc.).

Les petits exploitants agricoles subissent les effets les plus importants, car la crise se répercute à la fois sur leurs revenus et sur leurs coûts de production.

Les mères et les enfants de moins de cinq ans sont considérés comme vulnérables dans toute la région.

Les gouvernements réagissent en prenant des mesures claires et énergiques : subventions aux carburants, aux engrais et aux denrées alimentaires, assouplissement des processus d'importation de denrées alimentaires, suivi de la production

agricole, suivi de la nutrition des enfants de moins de cinq ans, intensification des programmes de nutrition existants (programmes d'alimentation scolaire, etc.). Les gouvernements sont toutefois confrontés à un déficit financier, et la plupart des subventions sont prévues pour arriver à échéance au bout de 3 à 12 mois.

La région aimerait examiner les dispositifs régionaux conjoints de planification et de financement qui seront soutenus dans le cadre de la réponse mondiale à la crise (par exemple, gouvernements donateurs, banques de développement).

Commentaires détaillés sur les difficultés rencontrées et les solutions adoptées aux niveaux national et régional

COÛT DE LA VIE

- **Difficultés rencontrées :** indices de prix élevés et inflation en hausse (Équateur) ; augmentation de l'inflation de 6,7 %, la plus élevée depuis 25 ans, avec un panier alimentaire qui atteint maintenant 22 dollars (Salvador) ; augmentation du coût du panier alimentaire de base (tous les pays) ; salaire moyen désormais insuffisant pour couvrir le coût du panier alimentaire de base (Guatemala) ; augmentation du prix des combustibles de cuisson et des carburants de transport (tous les pays).
- **Solutions mises en œuvre :** subventions aux carburants (Équateur) ; mécanismes de transfert en espèces (Équateur) ; « bon des 1 000 jours » d'un montant de 50 dollars à destination des femmes enceintes et des enfants de moins de 2 ans (Équateur) ; augmentation de 10 % du « bon de développement humain » octroyé à 1 million de familles (Équateur) ; subvention de 8 dollars au gaz propane pour 1 million de familles (Salvador) ; suspension de 3 mois de la taxe au profit du fonds de stabilisation pour le développement économique (Salvador) ; suspension de la taxe sur les transports (Salvador) ; mesures gouvernementales de lutte contre les prix abusifs (Équateur et Salvador) ; protection sociale et aide aux consommateurs pour l'achat de propane, de carburant et d'aliments complémentaires (Guatemala) ; augmentation du nombre de bénéficiaires des aides : + 6,7 % pour les familles ayant des enfants d'âge scolaire, soit 700 000 ménages, + 5,9 % pour les personnes âgées de plus de 65 ans, soit 600 000 personnes, et + 9,4 % pour les personnes handicapées, soit 81 000 personnes (Pérou).

SYSTÈMES ALIMENTAIRES

- **Difficultés rencontrées :** augmentation des coûts d'exploitation et manque de disponibilité des engrais, des semences, etc. (Costa Rica, Équateur, Pérou) ; augmentation de 100 % du coût des engrais (Guatemala) ; faible production nationale en raison de l'augmentation du coût des engrais (Guatemala, Pérou, Salvador) ; dépendance de 30 % vis-à-vis des engrais russes (Guatemala) ; dépendance de 37 % vis-à-vis des engrais russes, et de 20 % vis-à-vis de la Chine (Pérou) ; engrais disponibles, mais coût en hausse de 100 % (Honduras) ; en raison des prix élevés, plantations de céréales insuffisantes pour permettre l'approvisionnement du marché national par les petits producteurs (Guatemala, Salvador) ; répercussions prévues sur le prix du panier alimentaire de base, notamment sur les produits issus de l'élevage, la viande, les produits laitiers et les céréales, d'où une accélération à venir de la crise agricole (Salvador) ; petits agriculteurs touchés sur les deux plans : ressources agricoles nécessaires à la production et ressources alimentaires pour leurs familles (tous les pays).
- **Solutions mises en œuvre :** lignes de crédit à 1-5 % d'intérêt sur 30 ans pour le secteur agricole et annulation des dettes jusqu'à 5 000 dollars (Équateur) ; subventions aux engrais

(Équateur) ; publication de six rapports dans le cadre du système de surveillance des cultures (Guatemala) ; approbation d'une loi pour l'achat collectif d'intrants agricoles par l'État en soutien aux petits agriculteurs par l'intermédiaire du Centre national de technologie agricole (Salvador) ; déclaration de l'état d'urgence alimentaire par le gouvernement en février en vue de débloquer des ressources (Honduras) ; subvention aux carburants, aux transports et subventions directes à l'énergie pour 1,5 million de familles (Honduras) ; étude sur l'utilisation d'intrants biologiques et d'intrants agricoles produits localement en remplacement des produits agrochimiques importés (Costa Rica) ; étude sur les possibilités de diversification des cultures, tant pour la consommation locale que pour l'exportation (Costa Rica) ; allocation d'aides à 35 000 familles de petits exploitants agricoles en situation de vulnérabilité alimentaire, avec le soutien de l'UE (Guatemala) ; allocation d'aides à 180 000 familles de petits exploitants agricoles pour la restauration des sols, et soutien à l'achat d'intrants agricoles financés par des fonds publics (Guatemala).

NUTRITION

- **Difficultés rencontrées :** risque d'aggravation de la malnutrition (tous les pays) ; augmentation du coût des aliments nutritifs (Guatemala, Salvador) ; risque accru de surpoids et d'obésité en raison de l'augmentation du prix des aliments nutritifs et de la consommation d'aliments moins chers néfastes pour la santé, d'où une plus grande vulnérabilité (Honduras, Salvador).
- **Solutions mises en œuvre :** renforcement de l'initiative « Pour un développement de l'Équateur sans malnutrition infantile » réunissant cinq institutions (ministère de la Santé, ministère de l'Éducation, Registre de la sécurité sociale, Registre de l'État civil et ministère de l'Inclusion économique et sociale), axée sur les 1 000 premiers jours de vie de l'enfant et le bien-être de la mère (Équateur) ; organisation d'une table ronde de coopération internationale visant à coordonner les efforts et à exploiter les ressources (Équateur) ; système d'alerte précoce pour la sécurité et la surveillance nutritionnelles comprenant 24 cellules de crise pour surveiller et prévenir la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans : priorité aux 1 000 premiers jours de vie, alimentation complémentaire, alimentation scolaire, transferts en espèces pour l'alimentation, cantines sociales et 7 cellules de crise pour surveiller la mortalité des enfants de moins de 5 ans – premier cas détecté (Guatemala) ; renforcement de l'alimentation scolaire (Costa Rica).

DISPONIBILITÉ ET COÛT DES ALIMENTS NUTRITIFS

- **Difficultés rencontrées :** disponibilité réduite des denrées alimentaires en raison de la baisse de la production agricole due à la pénurie d'engrais (Salvador) ; augmentation du prix

du panier alimentaire de base se répercutant sur la qualité des régimes alimentaires, qui s'orientent vers des substituts non nutritifs (tous les pays) ; augmentation de 8,1 % du coût du panier alimentaire de base (Guatemala), avec des hausses particulièrement élevées pour les céréales et les haricots, notamment le maïs blanc (38 %), le maïs jaune (26,7 %), le riz (15,6 %), les haricots blancs (28,6 %) et les haricots noirs (18,7 %) (Guatemala) ; 4,6 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire selon les estimations (Guatemala) ; prévision d'une augmentation de 35 % du coût des aliments pour les produits utilisant des engrais à base d'urée (Pérou) ; baisse de la production de maïs, de riz, de tomates, de carottes, d'oignons et de pommes de terre devant entraîner une diminution des produits disponibles d'ici fin 2022 et en 2023 (Pérou).

- **Solutions mises en œuvre :** suspension pendant un an des droits de douane sur 20 articles du panier alimentaire de base (huile, beurre, riz, maïs blanc, maïs jaune et certains aliments pour animaux, pommes de terre, bananes, choux, etc.) (Salvador) ; accélération des importations alimentaires (Salvador) ; mise en place d'un système d'alerte précoce pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (Guatemala) ; recommandation de déclaration de la crise alimentaire nationale comme situation « humanitaire » (Honduras) ; plaidoyer pour un mix énergétique diversifié, encouragement de la production nationale et raccourcissement de la chaîne de distribution et de commercialisation afin de réduire les coûts finaux (Honduras) ; augmentation de l'alimentation scolaire de 3,5% pour atteindre 4,2 millions d'élèves (Pérou) ;

fourniture de 655 000 paniers alimentaires à 375 000 personnes (Pérou) ; cantines prochainement accessibles à 700 000 personnes vulnérables (Pérou) ; augmentation de 66 % du budget pour atteindre 196 millions en vue de financer l'élargissement du programme de subvention alimentaire (Pérou) ; programmes d'alimentation scolaire (Costa Rica) ; sensibilisation aux produits alimentaires locaux et à la production locale, et information des familles sur la réduction du gaspillage alimentaire (Costa Rica).

MOBILISATION DES RESSOURCES NATIONALES

- **Difficultés rencontrées :** rles gouvernements sont confrontés à des déficits de financement de la réponse aux crises (Équateur, Salvador) ; les coûts actuels de la crise alimentaire/nutritionnelle s'ajoutent aux coûts de la crise de la COVID-19 et des tempêtes tropicales Eta et Iota (Guatemala).
- **Solutions mises en œuvre :** action globale envisagée au niveau régional, notamment dans le cadre de coalitions visant à faire progresser la transformation des systèmes alimentaires nationaux et la réalisation des engagements en faveur de la Nutrition pour la croissance (Salvador) ; nécessité d'accroître le plaidoyer pour un soutien aux pays les plus vulnérables, notamment sur les plans financier et technique (Salvador) ; élaboration d'un programme d'aide financière régional pour rechercher des financements conjoints (Salvador) ; élaboration d'un plan national d'urgence en cas de crise (Guatemala).

Soutien potentiel aux pays du Mouvement SUN



- Apprentissage Sud-Sud : partage des expériences régionales (pays SUN) sur les innovations en matière de lutte contre les effets des crises alimentaires internationales (Guatemala).
- Production de documents de sensibilisation sur l'alimentation saine

et la consommation d'aliments locaux et de saison (Guatemala).

- Mobilisation de ressources supplémentaires et exploitation des possibilités de financement (Guatemala).
- Plaidoyer et gouvernance pour la mise en œuvre de la politique nationale actualisée de sécurité alimentaire et nutritionnelle (Guatemala).
- Renforcement des mécanismes de coordination multisectorielle et intergouvernementale de lutte contre l'insécurité alimentaire, notamment en période de crise associée à divers chocs (Pérou).
- Promotion de la politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle, y compris du système alimentaire national, en tant qu'instrument permettant de cerner la nature du problème public de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et d'en évaluer l'ampleur,

sous la direction du ministère du Développement agricole et de l'irrigation (MIDAGRI) (Pérou).

- Mesures favorisant la continuité des interventions nutritionnelles axées sur la réduction de l'anémie et les personnes atteintes de déficiences intellectuelles ou de troubles du développement, en vue de ne pas réduire à néant les progrès accomplis (Pérou).
- Intégration de l'alimentation et de la nutrition dans les programmes d'urgence et pas seulement dans la réponse aux crises (Costa Rica).
- Inscription de la nutrition au premier rang des priorités politiques afin d'accroître le soutien potentiel des donateurs externes et internes et des partenaires de développement pour des actions et des interventions efficaces en matière de nutrition (Costa Rica).